

NOUVELLES POLITIQUES

NATIONALES ET ETRANGERES.

QUATRIEME ANNÉE RÉPUBLICAINE.

SEPTIDI 17 Pluviôse.

(Ere vulgaire.)

Samedi 6 Février 1796.

Ordre donné par l'empereur de faire une retenue proportionnelle aux appointemens de tous les employés ainsi qu'aux pensionnaires. — Mesures prises par le gouvernement anglais au sujet des Corses. — Licenciement des régimens Corses. — Assassinats fréquens des anglais par les paysans. — Fermentation extraordinaire à Cagliari, où le vice-roi est réduit à se tenir caché.

A V I S.

Le bureau d'abonnement des Nouvelles Politiques est toujours rue des Moulins, n°. 500.

Le prix actuel est de 500 liv., en assignats, pour 3 mois, seul terme pour lequel on peut souscrire en cette monnoie.

Le prix, en numéraire, est de 25 livres pour un an, 13 livres pour 6 mois, et 7 livres pour 3 mois.

Toute lettre non-affranchie ne sera pas reçue.

I T A L I E.

De Milan, le 20 janvier.

Depuis l'arrivée du feld-maréchal de Beaulieu, destiné à commander en chef l'armée des alliés en Italie, il est fort question de la tenue ici d'un nouveau conseil de guerre, auquel assisteront deux généraux Autrichiens, attendus de Vienne. La première opération de ce conseil sera de s'occuper de l'examen des événemens de la dernière campagne, & ensuite on procédera au plan des opérations ultérieures; il arrive journellement des troupes de l'Allemagne; un bataillon du régiment de Prins nous annonce qu'il est suivi de deux divisions de hussards.

Un courrier extraordinaire allant de Turin à Vienne est passé ici; aussi-tôt le bruit s'est répandu qu'il étoit porteur de dépêches relatives à un projet d'armistice entre les armées belligérantes en Italie.

Un ordre de l'empereur vient de soumettre à une retenue proportionnelle les appointemens de tous les employés, ainsi que des pensionnaires. Cette mesure contraste un peu avec ce que les papiers publics d'Allemagne ont dit de la bonne situation des finances de la cour de Vienne.

On apprend par des lettres de Turin qu'il y a de fré-

quens conseils secrets à la cour, & que leur objet principal est relatif à des projets de pacification.

De Livourne, le 10 janvier.

Malgré les sacrifices d'argent que fait la nation anglaise pour se faire chérir des Corses, elle n'en est point aimée, & il n'est presque pas de jour qu'on ne ramasse sur les routes des anglais tués par les paysans. Le gouvernement a pris le parti de faire venir trois régimens étrangers, de licencier tous les Corses enrégimentés & de renvoyer les troupes anglaises à Gibraltar.

Ces jours derniers il y a eu une rixe entre l'équipage d'un corsaire impérial & celui de la frégate parlementaire.

La fermentation continue à Cagliari, & l'insolence de la populace s'accroît de jour en jour; c'est au point qu'elle a immolé plusieurs personnes des plus qualifiées & que le vice-roi est réduit, pour sa sûreté, à se tenir renfermé dans son palais.

A N G L E T E R R E.

De Londres, le 18 janvier.

Les espérances de paix qu'on avoit conçues commencent à s'évanouir tout-à-fait, depuis que le ministère a laissé percer les hautes prétentions qu'il met à des conditions de pacification. On a remarqué que M. Pitt, pour ne pas montrer un contraste trop évident entre le désir d'une pacification qu'il a fait annoncer par le roi, & le besoin qu'il croit avoir lui-même de continuer la guerre, fait répandre par ses papiers affidés que le gouvernement français forme des demandes exagérées & incompatibles avec la dignité de l'Angleterre.

Cependant le vœu général de nos alliés du continent est, dit-on, bien prononcé pour la paix; dans cette circonstance, les papiers ministériels s'évertuent à prouver que le sort de l'Angleterre est tout entier dans sa main & que ses intérêts particuliers peuvent être aisément séparés de ceux de la confédération germanique, d'au-

tant plus que la nation anglaise s'intéresse peu au continent de l'Europe.

Cette politique, un peu dégagée des principes qui ont armé la grande majorité de l'empire germanique, est certainement peu propre à nous concilier la confiance de nos alliés, & même des puissances neutres. Aussi le parti de l'opposition soutient que son résultat infaillible sera d'isoler la Grande-Bretagne de toutes les autres nations de l'Europe, ce qui doit finir par porter un coup mortel à notre commerce.

Ce seroit bien là le moment, dit un papier anti-ministériel, de faire tomber ce système de tyrannie maritime dont toutes les nations ont déjà éprouvé les effets, & que trois d'entre ces nations suffiroient à détruire si elles se concertaient à cet effet.

Et en effet on vient d'imprimer un état de notre marine comparé aux marines réunies de France, d'Espagne & de Hollande.

L'état de la marine d'Angleterre donne un total effectif de 114 vaisseaux de ligne & de 309 frégates, corvettes ou cuters.

A ces forces navales, les espagnols ont à opposer 80 vaisseaux de ligne, les français 72 & les hollandais 12; au total 164, tous en état combattre.

Il est constant que la Suède & le Danemarck peuvent ensemble opposer à la Russie, notre alliée, une marine supérieure à celle de Catherine.

Il est aussi certain que notre despotisme de mer a tellement choqué les nations ci-dessus, qu'elles doivent voir dans leur réunion un moyen efficace de s'en affranchir à jamais.

Pourquoi donc le ministère ne se hâte-t-il pas d'aller au-devant de cette masse de haines nationales, en se montrant à tems juste & même généreux dans des conditions de paix qu'il a à proposer à tant d'ennemis naturels de son orgueil maritime? Le tems presse pour cette conversion à des principes conservateurs de notre existence politique & commerciale.

H O L L A N D E.

De la Haye, le 26 janvier.

Aujourd'hui les habitans de cette ville sont convoqués pour s'assembler dans leurs sections respectives, à l'effet de nommer des électeurs qui, à leur tour, devront s'assembler pour nommer des députés à la convention nationale.

Les représentans du peuple de Frise ont fait produire, par leurs députés à l'assemblée de L. H. P., douze articles, déclarant que si on veut les leur accorder, ils sont prêts à accéder à la convention nationale; mais on apprend, en même-tems, que ces articles ont été rejetés.

Sur les instances des représentans du peuple de Hollande, L. H. P. ont résolu de donner au peuple batave, par une publication, connoissance du règlement pour la convention nationale.

La province de Groningue s'est détachée de la minorité, & a donné son consentement à la convention nationale.

B E L G I Q U E.

De Bruxelles, le 10 pluviôse.

Le déplacement de différens corps de troupes sur les

bords du Rhin a occasionné des changemens dans les cantonnemens. Toutes les troupes qui se trouvoient en quartier d'hiver depuis Bonn jusqu'à Creweld ont défilé pendant plusieurs jours de suite vers la rive droite, afin d'y remplacer les divisions de l'armée du Nord qui retournent en Hollande & dans les nouveaux départemens de la république. Afin de remplacer ces différens corps, il en est venu plusieurs des environs de Coblenz pour prendre des positions sur la rive gauche, depuis Andernach jusqu'à Cologne. A ces mouvemens près & à ceux que les troupes autrichiennes ont faits de leur côté, tout est parfaitement tranquille de part & d'autre. L'on travaille avec la plus grande activité à recompléter tous les différens corps de l'armée de Sambre & Meuse, ainsi qu'à fournir aux braves défenseurs de la république tous les effets d'équipement qui leur manquent.

L'on attend incessamment ici différens corps de troupes pour augmenter notre garnison, entr'autres la division du général Tilly. Il est aussi question de renforcer les garnisons de diverses autres villes de ce pays, & même d'envoyer des détachemens de troupes dans les communs des campagnes.

Les administrations de département travaillent avec la plus grande activité à la confection des rôles des différens classes de l'emprunt forcé, qui presque par-tout est déjà en plein recouvrement. Ces mêmes administrations ayant appris que des émigrés français, la plupart prêtres déportés, étoient rentrés dans les pays réunis avec des intentions que l'on suppose devoir être pernicieuses à la tranquillité publique, ont donné aussi des ordres pour les découvrir & les arrêter par-tout où ils pourroient se trouver.

Aujourd'hui, décadi, tous les fonctionnaires publics administrateurs, officiers municipaux & généralement tous les employés au service de la république, se sont rendus ce matiu au temple de la Loi: là, ils ont prêté individuellement le serment de haine éternelle à la royauté & d'attachement à la république; ce serment a été signé par tous ceux qui l'ont fait sur un procès-verbal tenu exprès-sément.

F R A N C E.

DÉPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE.

D'Angers, le 10 pluviôse.

Au moment même où les habitans de la malheureuse Vendée commençoient à jouir des avantages de la paix qu'ils devoient à la bienfaisance nationale, Stofflet & ses adhérens viennent de la troubler par un manifeste rempli de perfidie, qu'ils ont adressé aux soi-disant armées royales du Bas-Anjou & Haut-Poitou, &c. Eunuys d'un bien-être qu'une pacification, plus humaine que politique, leur avoit procuré, ils cherchent à égaler de nouveau, par un fanatisme impardonnable, des hommes qui, fatigués d'une guerre désastreuse; veulent reconnoître les loix, labourer leurs champs & oublier leurs malheurs. Ces hommes de mauvaise foi ont cru que le mouvement des troupes qui ont défilé du côté de Nantes favoriseroit leurs desseins. Ont-ils déjà oublié, ces téméraires, que le vainqueur de Quiberon est ici, & que bientôt il les fera repentir de leur audace. Instruit à peine de leurs desseins, le général Hoche a fait partir sur-le-champ une colonne qui, depuis quelques jours, étoit à Angers. Une seconde colonne qui arrivoit de Nantes est partie hier.

Ce mouvement des hommes sans leur rassemblement la majeure partie de l'état léthargique pour leurs troupes

Le directeur leur mission des Bouches

Une masse nos frontières sublimes, qui combattent les espérances

Ce moment employé pro moins profond ou sur ceux velle. Les d chaleur extr se traitent r autrefois les plus de mes chaque atill les avantages fermentation orageux de égresse du tendre; on

Une des prix du nu noit que l'e en assignats 220 capitaux inconvéniens renchérir l'e toutes les de lir la moan prévenir ces pluviôse, d 10 ventose d regus en pa capitaux pou des classes i dement dans de cette me une baisse d pagiotage s'e de cette baie police qui s'

Les papiers de la ressource hostiles, se de paix de & l'annonce habite. Apr

Ce mouvement inattendu déjouera les projets de ces hommes sans foi & sans humanité. Nous apprenons que leur rassemblement est entre Maulvriev & Cholet, & que la majeure partie des habitans refuse de prendre les armes. Il est tems enfin que ce malheureux pays sorte de l'état léthargique où l'avoient jeté des chefs sans respect pour leurs traités, comme sans amour pour la république. (Extrait des affiches d'Angers).

De Paris, le 16 pluviôse.

Le directoire exécutif vient, dit-on, de rappeler de leur mission Fréron, commissaire dans le département des Bouches-du-Rhône, & Reverchon, député à Lyon.

Une masse imposante de troupes couvre maintenant toutes nos frontières, prête à développer de nouveau ces efforts sublimes, que le génie de la liberté sait inspirer à ceux qui combattent pour elle, & qui ont toujours déjoué les espérances de ses ennemis.

Ce moment de stagnation de nouvelles guerrières est employé presque généralement en discussions plus ou moins profondes, ou sur les moyens d'arriver à la paix, ou sur ceux de pousser la guerre avec une énergie nouvelle. Les dissertations, selon leur usage, mettent une chaleur extrême à propager leurs doctrines opposées, & se traitent réciproquement avec cette dureté qui signaloit autrefois les disputes scholastiques. On pourroit mettre plus de mesure dans une discussion de cette nature, où chaque athlète rougiroit sans doute de ne pas chercher les avantages de la république : mais le levain de cette fermentation, qui a causé tant de maux pendant les jours orageux de la révolution, subsiste encore, & toute la rage du gouvernement n'a pu encore parvenir à l'éteindre; on a lieu d'espérer qu'il y parviendra.

Une des causes qui contribuoient à tenir très-haut le prix du numéraire métallique étoit la loi qui ordonnoit que l'emprunt forcé seroit payé en numéraire ou en assignats au cours; ce cours s'est élevé jusques à 220 capitaux pour un, de sorte qu'il en résultoit deux inconveniens également funestes; le premier étoit de faire renchérir l'or & l'argent, & avec ces métaux le prix de toutes les denrées; le second étoit de discréditer & d'avilir la monnaie républicaine. Le directoire a cherché à prévenir ces deux maux, en arrêtant que d'ici au 25 pluviôse, dans le département de la Seine, & d'ici au 30 ventôse dans les autres départemens, les assignats seroient reçus en paiement de l'emprunt forcé à raison de 100 capitaux pour un. C'est une facilité donnée aux citoyens des classes inférieures pour payer leur taxe, & un amendement dans le prix excessif de l'or doit être une suite de cette mesure. Il est bien à désirer qu'il survienne aussi une baisse dans le prix des denrées & subsistances, dont l'agiotage s'est hâté de faire sa proie; mais pour le succès de cette baisse, il ne paroît pas que ce soit la vigilance de la police qui s'en occupera avec le plus d'efficacité.

Les papiers publics de presque toute l'Europe, privés de la ressource fatale des récits de batailles & d'opérations hostiles, se rejettent, comme de concert, sur des projets de paix de toute espèce, chaque écrivain donne le sien & l'annonce de son mieux à l'esprit public du pays qu'il habite. Après avoir parcouru cette espèce d'encyclopédie

pacifique, on est réduit à donner son assentiment aux conditions de paix que les écrivains sensés de la république française proposent. Les allemands se rapprochent aussi de la justice qui veut que chaque peuple soit libre & neutre chez lui; mais les partis qui divisent l'Angleterre sont bien loin de cette équité; il semble qu'isolés du continent, les écrivains anglais regardent le despotisme politique de leur gouvernement comme une suite naturelle de sa situation insulaire.

Cependant on commence à s'apercevoir en Angleterre que les mers sont un domaine inutile, si les ports auxquels ces mers aboutissent demeurent fermés au commerce, & que celui de la Grande-Bretagne a besoin de s'en ouvrir plusieurs que la guerre a fermés pour lui, & dont la clef est entre les mains de la paix; le peuple anglais s'éveille bien un moment de ses conquêtes maritimes, mais bientôt il se demande quel avantage il retirera des nouvelles possessions qu'il a envahies & des marchandises qui en proviendront. Voilà le point où il est aujourd'hui, & ses écrivains les plus profonds observent que l'état d'une paix durable est celui qui convient le plus désormais à la prospérité publique de l'Angleterre.

Un de nos papiers dit avoir calculé que les fournitures de pain & de viande à Paris coûtent 40 millions par jour au gouvernement. Il observe que le prix de ces subsistances est aujourd'hui hors de toute proportion avec le prix & des denrées & des salaires qui ont décuplé; & il ajoute que cette considération doit faire faire de justes changemens dans ces distributions. Au reste il paroît constant qu'elles cesseront à la fin de ce mois, excepté pour la classe indigente.

Dans notre feuille du 6 nivôse, on a inséré l'extrait d'une lettre des environs d'Ambert, département du Puy-de-Dôme; dans cet extrait, il étoit annoncé que les prêtres réfractaires & les volontaires excitoient des mouvemens, & qu'il y avoit eu entre eux & des républicains un engagement sanglant où dix royalistes avoient été tués. L'administration municipale du canton de Saint-Amant-Roche-Savine, près d'Abert, dans une lettre qu'elle nous a adressée, dément formellement & de la manière la plus précise les faits contenus dans la lettre des environs d'Ambert, & certifie que rien n'a troublé la tranquillité dont on jouit dans les cantons environans.

Extrait du procès-verbal des séances du directoire exécutif.

Les trois mois de la présidence du citoyen Reubell se trouvant expirés, il a été procédé à son remplacement, en exécution de l'article CXLI de l'article constitutionnel. Le citoyen Letourneur a été installé en qualité de président.

Extrait des registres des délibérations du directoire exécutif, du 8 pluviôse, an 4.

Le directoire exécutif, considérant qu'il ne peut être fait aucune disposition des deniers publics que dans les formes prescrites par la constitution, que cependant des commissaires du gouvernement se permettent de tirer des mandats sur les payeurs des départemens & des armées, qu'il est instant de réprimer ces abus, en conciliant toutefois ce qu'exigent les besoins extraordinaires & les services auxquels ils sont chargés de pourvoir, arrête ce qui suit:

Art. I^{er}. Les commissaires de gouvernement ne peuvent disposer d'aucune somme, ni délivrer aucun mandat sur les caisses publiques.

II. Cependant, & seulement dans les cas d'indispensable nécessité, les ministres pourront déléguer à ces commissaires un crédit de la somme qu'ils jugeront nécessaire de mettre à leur disposition, pour les dépenses dont l'urgence ne permettra pas de remplir les formes ordinaires.

Signé, LETOURNEUR, président.

LAGARDE, secrétaire-général.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ CENTS.

Présidence du citoyen CAMUS.

Suite de la séance du 15 pluviôse.

Bezard demande l'ordre du jour sur une demande tendante à faire prononcer les radiations par le directoire exécutif, parce que cette mesure est inconstitutionnelle. On allégué, dit-il, que les émigrés ne sont pas dans la constitution; mais on n'observe pas qu'il ne s'agit que de citoyens qui n'ont pas émigré.

Duprat propose de faire prononcer sur les demandes en radiation, formées par les citoyens, par le jury d'accusation de leur arrondissement.

Un membre pense qu'il faut convoquer extraordinairement la section de cassation de la haute cour nationale & l'investir du pouvoir de prononcer sur les demandes en radiation dont il s'agit.

La discussion est ajournée à demain.

On lit deux messages du directoire exécutif; par le premier, il invite le conseil à se faire présenter au plutôt le rapport sur les émigrés des colonies; il demande qu'on leur applique les mêmes loix qu'au reste des émigrés.

On annonce que duodi Carran fera ce rapport.

Le second message, qui est renvoyé à une commission, contient une demande de fonds pour le ministre de l'intérieur.

CONSEIL DES ANCIENS.

Présidence du citoyen GOUPIL.

Séance du 15 pluviôse.

On fait lecture d'une résolution qui porte que les chevaux, mules ou mulets qui ne servoient point à l'agriculture ou au commerce le premier de ce mois, ainsi que le trentième cheval, mule ou mulet par canton, sont mis à la disposition de la république pour le service de l'artillerie, des troupes à cheval & des transports. Sont exceptés les étalons & les juments poulinières. Le prix des chevaux, mules ou mulets sera payé en numéraire ou en assignats au cours, suivant l'estimation qui en aura été faite par experts.

Le conseil reconnoît l'urgence & approuve la résolution.

Le conseil nomme une commission pour examiner deux résolutions du conseil des cinq cents relatives aux élections.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Séance du 16 pluviôse.

On reprend la discussion ajournée hier.

Bien voit des inconvénients dans tous les projets présentés; il demande le renvoi à une nouvelle commission à laquelle Pastorct sera adjoint.

Renaud défend le projet de la commission; Chénier combat le projet de le rejeter comme inconstitutionnel; il représente que les circonstances ont forcé de conserver divers autres établissemens que la constitution n'admet pas; par exemple, les tribunaux militaires à la suite de nos armées dans la Vendée pour juger les chouans.

Lecoite pense qu'il est très-facile de résoudre la question. L'inscription sur la liste des émigrés est un acte de corps administratifs. Qui doit annuler ou confirmer cet acte? L'autorité qui a la surveillance immédiate sur ces administrations. C'étoit d'abord le pouvoir exécutif; quand il fut supprimé, ses attributions furent conférées au corps législatif. Le pouvoir exécutif est recréé; c'est donc à lui qu'il appartient de prononcer définitivement ces sortes de radiations.

La discussion a été de nouveau ajournée à demain.

CONSEIL DES ANCIENS.

Séance du 16 pluviôse.

Le conseil accorde un congé de cinq décades au citoyen Thomas Lindet.

L'ordre du jour appelloit le rapport sur les résolutions qui ordonne l'envoi du compte rendu par le citoyen Camas & ses collègues qui ont partagé sa captivité, aux départemens & aux armées, & la traduction de ces récits dans toutes les langues.

Tronçon - Ducoudray, rapporteur, expose qu'ils s'étoient élevés dans la commission quelques débats sur une note du rapport de Lamarque, dans laquelle celui-ci reproche à Baudin d'avoir publié que Barrere étoit un escroc & un terroriste. Lamarque justifie Barrere, en déclarant qu'il ne l'a connu que comme un homme doux & humain, & incapable de commettre aucunes dilapidations. Tronçon observe qu'une autre note du même rapport est absolument contradictoire avec la première, & que Barrere y est accusé. La commission a pensé que les notes n'ayant pas été lues dans le conseil des cinq cents, l'impression n'en n'avoit pu être ordonnée. Elle propose, en conséquence, d'approuver la résolution, persuadée que les auteurs & l'imprimeur n'étendront pas le décret du corps législatif & se borneront à envoyer les rapports tels qu'ils ont été prononcés & sans aucune addition au texte.

Le conseil, d'après les observations présentées par Tronçon-Ducoudray, approuve successivement les deux résolutions.

Clauzel demande l'impression du rapport de Tronçon, afin que l'on connoisse les motifs qui ont déterminé l'approbation de la résolution.

Cette proposition est adoptée.

Bourse du 16 pluviôse.

Amsterdam..... $\frac{9}{2}$ $\frac{17}{64}$	Louis... 5470-90-500-200
Hambourg... 39,000-38,500	10-5000
Madrid..... 2200	Ecus.. 5370-75-80-400-380
Cadix..... idem	Lingot d'argent.....
Gènes..... 20,000-19,500	Inscriptions..... 95-100
Bâle..... $\frac{5}{4}$	

N. 1
N C
QUA
Arrivée d'un Incendie Puisaye, l'emprunt
Le bureau
Tous les prix
pour 3 mois
Le prix
pour 3 mois
Toute la
Après le
toute la cav
montagnes d
d'hussards à
est allé à
obstacles sa
campagne p
conseil de
général rev
de diriger l
constances
L'armée d
& qui s'aug
qui rejoign
Trois divi
trois dans
occupe Cob
depuis Cob
et à Colo
Chapelle. L